

# LES PROPOSITIONS DES ETUDIANTS COMMUNISTES



congrès du MJCF  
18-19-20-21 DÉCEMBRE 2014  
séance étudiante

UEC

## Le cadrage budgétaire, scientifique et professionnel des diplômes

Les étudiants sont prêts à travailler dur pour apprendre et exercer le métier qu'ils ont choisi. Ils veulent un diplôme de qualité qui leur permet d'être compétents dans le monde du travail, et ils veulent s'en servir pour contribuer au progrès professionnel, scientifique et économique du pays. Les « compétences » dont parlent les libéraux, ces mots creux pour habiller la précarité et l'appauvrissement du travail, sont bien loin des compétences dont nous avons réellement besoin. Au-delà même des étudiants, c'est l'ensemble des salariés qui aspire à travailler de manière toujours plus efficace, toujours plus utile, toujours mieux organisée. C'est l'ensemble du pays qui aspire à être mieux qualifié et davantage expérimenté. Les défis auxquels nous sommes confrontés, dans les domaines très divers des télécommunications, de la mécanique ou encore de l'enseignement, exigent qu'on réponde à ces aspirations et qu'on permette à tous de développer pleinement leurs talents professionnels. Notre société a besoin, et elle en a les moyens, d'engager la progression de tous les savoirs et de tous les savoirs-faire, de porter chacun d'entre nous à un plus haut niveau de qualification.

Cette exigence est d'autant plus brûlante que, chaque jour, la créativité, le dévouement et le professionnalisme des salariés montre que la vieille classe dominante a fait son temps. Ils peuvent diriger l'activité économique et organiser leur travail eux-mêmes, mieux que le patronat et ses gouvernements ne le feront jamais, à condition de pouvoir accéder aux qualifications qui leur sont nécessaires dans les domaines du droit, de la politique ou encore de l'encadrement. C'est ce qu'expriment les centaines de milliers de jeunes qui rêvent de « monter leur boîte » après le diplôme, après la période d'intérim, après avoir fait des économies : ils veulent être libres au travail. Les statuts d'auto-entrepreneurs mis en œuvre depuis quelques années sont là pour piéger cette aspiration démocratique formidable, pour l'enfermer dans l'impuissance et dans les fantasmes individualistes.

L'enseignement supérieur forme aujourd'hui de plus en plus largement les travailleurs de notre pays : mais il les voue au chômage, aux contrats précaires, au gâchis de leurs compétences (voir Annexe I). Demain, de manière complémentaire aux institutions de formation continue, aux validations d'acquis de l'expérience, aux concours internes aux entreprises, il doit permettre à chacun d'approfondir ses savoirs et ses savoirs-faire, d'acquérir de nouvelles qualifications, de développer ses talents professionnels. Les réformes récentes empruntent la direction opposée : il faut en sortir pour proposer une politique éducative nouvelle.

### Le cadrage budgétaire

L'autonomie des universités, y compris dans le cadre des communautés d'universités, ne permet pas à l'enseignement supérieur de proposer les savoirs et les savoirs-faire dont le pays a besoin. Le désengagement de l'État devait laisser la place aux financements des chefs d'entreprise, et permettre une meilleure réponse aux exigences du monde du travail. Les chefs d'entreprise étaient déjà incapables de diriger le monde du travail : ils ont tout naturellement montré qu'ils n'ont rien à apporter non plus à l'enseignement supérieur.



Les établissements entrent tous en faillite : ils sont contraints de supprimer des filières entières, d'en dégrader d'autres au point qu'elles n'ont plus de sens, de réaliser des coupes dans leurs dispositifs administratifs telles qu'ils s'en retrouvent paralysés. **Le retour à la formation est transformé en chemin de croix, parce que les moyens manquent pour accueillir et accompagner correctement les étudiants ; le cas échéant, on leur fait payer de leur poche les coûts supplémentaires.** Des territoires entiers deviennent des déserts éducatifs, et dans tout le pays les savoirs et les savoirs-faire stagnent, régressent ou disparaissent.

Il faut un véritable cadrage budgétaire des diplômes, garantissant que chaque formation du pays ait tous les moyens dont elle a besoin pour accueillir, former et qualifier les étudiants, **garantissant également que l'on implante de nouveaux sites et de nouvelles filières partout où il y en a besoin.** La nationalisation des établissements privés concurrents aux diplômes nationaux est d'ailleurs un point d'appui pour développer ce service public.

### Le cadrage scientifique

L'autonomie des universités engendre ainsi, de manière naturelle, des diplômes qui ne sont à la hauteur, ni des projets professionnels des étudiants, ni des exigences du pays. Du fait de la pénurie budgétaire, mais aussi parce que la carte des formations court, dans l'espoir de partenariats éventuels, derrière les caprices du patronat régional. On prétend qu'ainsi, elle pourra répondre aux exigences du monde du travail : c'est tout l'inverse. Les UE de « professionnalisation » qui se sont généralisées partout apprennent à écrire des CV ou à faire de l'auto-marketing ; elles ne forment pas au monde du travail, mais à celui du chômage. De plus en plus, on réduit la place de la formation disciplinaire, qui prépare au métier que l'on a choisi, au profit de ces cours qui n'en sont pas. On propose aux étudiants de stagner en-deçà du niveau de compétence qu'ils pourraient atteindre et de la contribution qu'ils pourraient apporter à la fin de leurs études.

Bien au contraire, les étudiants doivent pouvoir approfondir autant qu'il est nécessaire les questions techniques et scientifiques qu'ils rencontreront dans leur parcours professionnel, y compris dans toute la diversité disciplinaire qu'elles peuvent présenter. Des notions d'informatique sont utiles au physicien, des notions d'histoire sont utiles au sociologue. **La grande diversité des courants scientifiques, à commencer par le marxisme, sont utiles à tous : c'est le monopole de certaines écoles qui stérilise aujourd'hui les travaux universitaires.** Il est temps de proposer à notre pays des formations polytechniques ambitieuses, et cohérentes avec les métiers auxquels elles préparent. **La maîtrise de notre travail, c'est d'ailleurs le point de départ de notre émancipation personnelle et collective.** Les savoirs et les savoirs-faire qui mettent les étudiants et les salariés aux commandes de leur vie professionnelle, les mettent également aux commandes de leurs loisirs et de leur temps libre, de leurs prises de position politiques, de leurs choix personnels et de leurs engagements.



De véritables programmes nationaux, encadrant les contenus des cours comme l'organisation des cursus et les méthodes pédagogiques, sont nécessaires pour conduire cet effort. Le cadrage budgétaire des diplômes apparaît ainsi comme le socle incontournable d'un cadrage scientifique nouveau, mettant l'ensemble des étudiants à égalité dans l'excellence.

## Le cadrage professionnel

Après le diplôme, les compétences des étudiants, comme celles de l'ensemble des salariés, sont gaspillées dans le monde du travail, sur des postes où nous ne pouvons pas les mettre pleinement en œuvre. À force de faire régresser les droits professionnels pour nourrir ses profits, le patronat fait régresser le travail lui-même. C'est ce graphiste qui ne peut pas s'engager dans des projets sérieux parce qu'il est contraint à l'auto-entrepreneuriat et vit de petites commandes. C'est la grande majorité des femmes, engagées et rémunérées en-deçà de leurs savoirs-faire. C'est ce professeur d'histoire contractuel qui ne peut pas préparer des cours de qualité sur l'année. C'est cette ingénieure qui est recrutée sur un poste de technicien, qui ne peut pas mettre en œuvre les acquis de sa formation et qui se retrouve même incompétente dans un métier qu'elle ne connaît pas. L'embauche dégradée que nous proposent les employeurs nous empêche de mener une vie professionnelle utile, efficace et émancipée.

Le travail doit être rémunéré pour ce qu'il vaut afin de permettre aux jeunes diplômés, et à chaque salarié de manière générale, de donner la pleine mesure de leurs qualifications. Chaque niveau de diplôme doit être inscrit dans la convention collective nationale interprofessionnelle pour fonder des droits professionnels et des niveaux de salaire précis que l'on enrichit par l'expérience. **En effet, ne laissons pas croire que les diplômes, seuls, sont garants de nos qualifications ; l'expérience professionnelle est décisive, et nécessite, pour être acquise dans de bonnes conditions, que l'on mène la bataille en faveur de la sécurité de l'emploi.**

L'inscription des diplômes dans la convention collective nationale interprofessionnelle est du reste un outil décisif pour, à travail et à qualifications égales, rémunérer les femmes à égalité avec leurs collègues masculins et leur permettre d'évoluer normalement dans leur carrière, sans plafonds de verre arbitraires. Le cadrage scientifique des diplômes, garantissant que chaque établissement délivre des formations d'égale qualité, est donc à la base d'un véritable cadrage professionnel des diplômes et de grilles salariales rémunérant le travail à sa juste valeur. Évidemment, l'accompagnement personnel des élèves et des étudiants, tout au long de leur scolarité et de leur insertion professionnelle, est essentiel. Un service d'orientation nouveau doit mettre à leur disposition, non seulement les formations correspondant au métier qu'ils envisagent et les stages correspondant à leur formation, mais également les offres à la hauteur de leurs qualifications dans le monde du travail.



## Un statut social pour les étudiants

Les conditions sociales dans lesquelles vivent les étudiants ne leur permettent pas de réussir leurs études, soit qu'ils se découragent en cours de cursus, soit qu'ils renoncent d'eux-mêmes à certains parcours trop exigeants. Les gouvernements successifs peuvent bien rêver qu'ils porteront 50 % d'une classe d'âge au niveau licence : non seulement les besoins réels du pays en savoirs et en savoirs-faire sont bien plus importants et bien plus profonds, mais surtout, le règne de l'austérité, du profit et de la précarité condamne cet objectif à l'échec.

D'abord, les coûts conjugués de la vie étudiante, logement en tête, et l'archaïsme du système d'aides sociales, contraignent les 3/4 des étudiants à se salarier en parallèle des études, dont près d'1/3 à temps plein. Il y a, effectivement, de quoi décrocher : on attend des étudiants une double journée de travail qui finit toujours par les lamener, au point que la moitié d'entre eux abandonne dès la première année. Ensuite, la rémunération des stages en-deçà du SMIC et du seuil de pauvreté lui-même, ainsi que la non-reconnaissance des années d'études dans le calcul de la retraite, imprime aux parcours universitaires un sentiment de gâchis : c'est autant d'années de salaire et de cotisation qui sont perdues, c'est un sacrifice qui n'a pas de sens, c'est un effort qui ne vaut pas le coup. **C'est, parfois, un prêt auquel on souscrit à 20 ans et que l'on rembourse pendant une décennie.** Enfin, cette situation d'instabilité et de précarité revêt une brutalité particulière pour les étudiants étrangers, soumis à des coûts supplémentaires, aux caprices de Campus-France qui les trie à l'arrivée sur le territoire, à l'arbitraire préfectoral. **Cette sélection sociale constante à l'entrée de l'enseignement supérieur et tout au long des cursus, bien qu'elle ne dise jamais son nom, est non seulement injuste, mais elle bouche les perspectives du pays et celles de la jeunesse.**

### Se loger pour bien travailler

Du point de vue des coûts, le logement est au cœur du problème : il constitue la moitié du budget, déjà réduit, d'un étudiant. Pour des centaines de milliers d'entre nous, c'est le premier des frais d'inscription, le plus décourageant et le plus pesant. Il faut déménager à proximité du site universitaire de la région pour s'épargner des heures de transport quotidien, pour vivre à proximité des bibliothèques, en un mot pour être disponible dans ses études, et il faut s'acquitter d'une dîme mensuelle de plusieurs centaines d'euros. Les cités universitaires du CROUS sont très loin de corriger cette situation : en quantité elles excluent de fait 93 % des étudiants, en qualité elles ne répondent pas aux besoins du travail universitaire.

Pour abattre ce droit de passage rétrograde, la nationalisation des résidences privées et la construction de bâtiments nouveaux doit permettre à l'ensemble des jeunes qui le souhaitent d'engager un travail universitaire, à des prix qui ne dépassent pas le montant des APL. Ils doivent aussi, et c'est essentiel, proposer aux étudiants les meilleures conditions d'études : des salles de travail, des connexions internet viables, le confort de la vie quotidienne. Autant d'aspirations qui motivent l'intervention démocratique des étudiants eux-mêmes dans la gestion de leur habitat.



## La santé n'est pas un luxe

Contrairement au logement, la santé ne pèse guère sur le budget des étudiants, et pour cause : la grande majorité d'entre nous renonce à se soigner faute de moyens. Un droit de passage, là aussi, dès la rentrée, avec le paiement de l'une ou de l'autre mutuelle, et puis des remboursements qu'il faut attendre plusieurs semaines ; autant de privations qui n'ont plus de sens au XXI<sup>e</sup> siècle et qui sont un boulet aux pieds des étudiants durant tout leur cursus. Nous proposons d'une part qu'une nouvelle branche de la sécurité sociale vouée à la formation et au retour à la formation rembourse l'ensemble des dépenses de santé à 100 % en tiers-payant, c'est à dire dans des conditions de gratuité pratique. Nous proposons par ailleurs un véritable redéploiement des antennes de la médecine universitaire dans tous les campus de France, qui ne se réduise plus à la présence d'un généraliste et d'un dentiste, mais mette à la disposition des étudiants l'ensemble des personnels médicaux dont ils peuvent avoir besoin. Tout particulièrement, l'accès aux soins gynécologiques, à la contraception et à l'IVG doit être systématique.

## Un salaire pour les étudiants

À tous égards, le système de bourses, qui propose aux étudiants et à leurs familles une allocation complémentaire, est obsolète. Les augmentations en nombre et en montant mises en œuvre par le gouvernement ne masquent même plus la stagnation dans laquelle nous sommes enfermés. En effet, il faudrait déjà que les étudiants aient des ressources pour qu'on leur propose une allocation complémentaire : ils n'en ont pas, et c'est bien ce qui les voue de plus en plus largement à l'échec.

Les étudiants se forment pour devenir salariés, fonctionnaires, ou bien encore, depuis les réformes récentes, auto-entrepreneurs... et en réalité ils travaillent déjà. C'est bien ce qu'ils disent, et c'est bien ce que nous disons, lorsqu'ils demandent que les années d'études soient prises en compte dans le calcul de la retraite : le temps d'études, le temps de l'apprentissage, de la révision, de la production de savoirs et de savoirs-faire, fait partie de la vie professionnelle. Il doit être considéré comme tel. C'est bien ce qu'ils disent, lorsqu'ils exigent que leurs stages pédagogiques soient rémunérés à la hauteur de leurs qualifications. Leur formation constitue un travail, utile à la société et au pays. Surtout, c'est bien parce qu'ils ont besoin d'un salaire pour étudier, qu'ils vont en chercher un chez Mac Donald's ou chez Acadomia. Et c'est bien ce que signifie l'interruption prématurée de leurs études, tout particulièrement ces jeunes femmes qui sortent plus tôt du système universitaire pour garantir un salaire à leur couple et permettre à leur conjoint de s'essayer aux plus hauts niveaux de qualification.

Les étudiants travaillent, mais leur travail n'est pas reconnu. C'est vrai de l'ensemble des étudiants, et ça l'est également des alternants, qui sont payés bien en-deçà du travail qu'ils fournissent. Cette situation nous empêche de nous former, nous met en échec et, avec nous, contraint des branches professionnelles entières à la stagnation. On pense particulièrement aux filières les plus exigeantes, qui ne permettent pas de cumuler la journée de travail universitaire avec une autre journée, dans la restauration, dans les cours à domicile, dans les saisons. Imaginons une seconde que les dispositions sociales de la formation continue soient aussi archaïques : combien de salariés suivraient ces formations, s'ils devaient renoncer à leur salaire, s'ils devaient prendre un petit job en



parallèle pour les assumer ? On pense également aux étudiants en reprise d'études, qui sont sommés de choisir entre la poursuite de leur carrière professionnelle et l'approfondissement de leurs qualifications, et qui doivent accepter des sacrifices supplémentaires, des réglemens d'exception, des coûts arbitraires.

Nous voulons attribuer aux étudiants le salaire et les droits professionnels correspondant à leurs qualifications (voir Annexe II), **et il s'agit, non de compenser la pauvreté des familles comme prétendent le faire les bourses, mais de rémunérer un travail.** Cette exigence est non seulement possible, mais elle est nécessaire, si nous voulons permettre à chacun d'acquérir le niveau de formation relatif à son projet professionnel, et si nous voulons permettre au pays de répondre aux exigences éducatives qu'il rencontre. Pensons au pré-recrutement des enseignants, qui a été en vigueur jusqu'aux réformes libérales de 1992, et qui proposait un salaire aux enseignants dès leur formation. Il a permis d'envoyer un instituteur dans chaque village, d'apprendre à lire à l'ensemble du pays, de sortir du 19<sup>e</sup> siècle.

Nous proposons de généraliser ce dispositif parce que nous voulons entrer de plain-pied dans le XXI<sup>e</sup> siècle et être à la hauteur des défis dans tous les domaines, de l'industrie mécanique à l'enseignement de l'histoire en passant par le soin aux personnes et la recherche scientifique. L'énergie libérée pour de nouveaux travaux, lorsque les doctorants ne seront plus contraints d'interrompre leurs recherches faute de bourses de thèses, est réellement à la hauteur de l'activité scientifique dont nous avons besoin. Nous voulons également en finir avec le gâchis des compétences des jeunes femmes, en les rémunérant à la hauteur de leurs qualifications dès leur formation, en faisant de l'égalité salariale la norme et non plus l'exception. **Du reste, la richesse existe dans notre pays pour répondre à cette exigence, et peut être mobilisée au travers de la nouvelle branche de la sécurité sociale que nous proposons, sur la base de cotisations sociales supplémentaires arrachées au capital.**

### Sortir les étudiants étrangers de l'arbitraire

Pour les étudiants étrangers, qui apportent leurs savoirs faire, leurs compétences à l'université et à la société, la carte d'étudiant doit servir de titre de séjour pluriannuel pour la durée totale des études. C'est le rempart face à l'arbitraire préfectoral qui est la norme actuelle. De même, ils accomplissent les mêmes efforts que leurs camarades de classe, au service des mêmes exigences : il est absurde de les priver des mêmes droits, et notamment sociaux, comme la rémunération ou le logement. Il est absurde d'ériger des barrières supplémentaires à la conduite de leurs cursus. Ainsi, Campus-France doit cesser de trier les étudiants : s'ils ont les qualifications requises (le niveau baccalauréat), ce genre d'organismes doit se contenter d'aider à l'installation et aux démarches administratives. De même, la circulaire exigeant de leur part un minimum de ressources doit être abrogée pour permettre à tous ceux qui le souhaitent d'engager un cursus en France. **Enfin, les étudiants étrangers doivent avoir les mêmes droits que l'ensemble des étudiants en matière de réorientation. C'est aujourd'hui la préfecture qui choisit lesquels peuvent se réorienter, et lesquels ne le peuvent pas : l'université doit reprendre la compétence pédagogique ! Pour ce qui concerne leur insertion professionnelle, nous voulons donner les moyens à ceux qui le souhaitent de rester travailler en France ; mais le pillage des cerveaux que notre pays fait subir aux régions du Sud doit cesser, et il est essentiel d'y œuvrer chaque jour.**



## Pour le progrès des connaissances

Le capitalisme de la connaissance est en crise profonde. Partout où les connaissances progressent, se diffusent, ce sont autant de coups qui lui sont portés. Tandis qu'une masse toujours plus importante de jeunes accède à l'enseignement supérieur et se forme à la maîtrise pleine et entière de l'outil de production, tandis que notre génération pratique la culture pour tous et sans entrave à travers les nouvelles technologies, la propriété privée capitaliste tente de maintenir ses privilèges sur la diffusion des connaissances. Pour que l'enseignement supérieur et la recherche libèrent enfin tout leur potentiel de progrès pour le XXIème siècle, il faut en finir avec le vieux système du XXème siècle !

### Des cursus cohérents et continus

Tout d'abord, il faut répondre aux immenses enjeux de formation de la jeunesse, et ce dans tous les domaines. L'organisation archaïque des filières dans l'enseignement supérieur actuel freine ces ambitions.

Ainsi selon la Conférence des écoles d'ingénieurs, il faudrait former 10 000 ingénieurs de plus par an en France. Or, les étudiants en IUT qui souhaiteraient poursuivre leur cursus en licence professionnelle ou *in fine* en école d'ingénieur sont pour beaucoup bloqués dans leurs ambitions de réussite. Des passerelles systématiques entre l'un et l'autre apporteraient un nouveau souffle à l'économie, au monde du travail, aux projets professionnels des étudiants.

De la même manière, des milliers d'étudiants en sciences humaines et sociales sont chaque année bloqués dans leur cursus car les formations pluridisciplinaires dispensées dans les Instituts d'Etudes Politiques sont soumises à un concours très sélectif... **À l'image de toutes les procédures « méritocratiques », ce concours n'est qu'un avatar de la sélection sociale, puisqu'il sanctionne un héritage culturel. Nous proposons d'en finir avec ces vestiges d'un autre temps, tout particulièrement avec le concours d'entrée à l'IEP et avec le concours de la Première Année Commune aux Études de Santé en médecine.**

Ainsi, il est temps de donner toute sa place à un enseignement supérieur cohérent et continu, **et notamment à une grande filière technologique à l'université**, qui permette à ceux qui le souhaitent de commencer par des formations courtes et qualifiantes puis de poursuivre dans les formations les plus prestigieuses. Pour accompagner cette ambition, il s'agit bien sûr de faire tomber les obstacles sociaux qui pèsent sur les étudiants les plus précaires et leurs familles, et donc de garantir la gratuité de l'enseignement supérieur, quel que soit le niveau d'étude et quelle que soit l'institution. **Nous engageons un premier pas sur cette voie, en proposant de ramener les frais d'inscriptions de l'ensemble des écoles et des instituts au niveau de ceux qui sont pratiqués dans les universités.**





## Les jeunes femmes à l'université

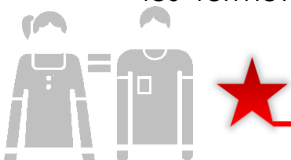
Il s'agit également d'en finir avec les brimades, les contraintes, les caricatures qui maintiennent des dizaines de milliers de jeunes femmes à l'écart de certains cursus, les écoles d'ingénieur en particulier. L'orientation **genrée**, qui est l'avatar universitaire de la division **genrée** du travail, doit être balayée pour libérer toute l'énergie et toutes les ressources du monde du travail (voir Annexe III). **Si cette bataille doit être engagée dès le plus jeune âge**, il s'agit là aussi d'abolir les nombreuses barrières disciplinaires qui entravent les parcours universitaires. Par exemple, parmi la majorité de jeunes femmes qui s'engagent en Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI), des milliers d'entre elles voudraient prolonger leur premier diplôme dans des études de médecine, mais aucune équivalence, aucune passerelle n'existe, malgré les besoins médicaux croissants de notre pays. Si les stéréotypes sexistes nourrissent l'orientation **genrée** et la division **genrée** du travail, ici entre les infirmières et les médecins, elle repose aussi sur des institutions éducatives arbitrairement contraignantes.

Plus largement, il est insupportable, à l'université comme ailleurs, que les jeunes femmes soient réduites à leur corps ou à leur famille, parce qu'elles sont, dans la division genrée des rôles, au mieux des mères en devenir et au pire des biens meubles dont on peut se permettre d'abuser. Il est essentiel qu'elles trouvent dans l'enseignement, comme l'ensemble des étudiants, les moyens de réaliser leurs choix de vie et de s'impliquer pleinement dans leurs études et dans leurs recherches. Il est essentiel que la naissance d'un enfant ne signe pas la fin d'un cursus, comme c'est souvent le cas, faute de moyens pour l'accueillir dans de bonnes conditions ou faute de temps pour s'en occuper. Si les propositions salariales que nous formulons pour l'ensemble des étudiants répondent à une partie du problème, la mise en place de services publics de la petite enfance est incontournable. Il est également essentiel qu'elles soient protégées de toute la cohorte d'agressions sexuelles que l'on rencontre sous des formes diverses dans la communauté universitaire, entre le chantage à la note d'un enseignant, le viol dans une soirée étudiante, ou bien encore le harcèlement conjugal, bien caché derrière la porte du studio en centre-ville. De ce point de vue, nous revendiquons non seulement la mise en place de services publics adaptés, à l'image du Pôle Égalité Hommes-Femmes à Paris 7 ou à Lille 3, mais nous menons également un combat pénal, pour que la justice ait les moyens de faire son travail.

## De grands chantiers pour la recherche scientifique

Ensuite, il faut développer les chantiers de la recherche scientifique afin d'impulser un nouvel élan scientifique et productif pour notre pays. Ainsi, au contraire des théories managériales aliénantes préconisées aujourd'hui, il faut réorienter la recherche en sciences humaines (sociologie, psychologie, sciences de l'éducation...) et lui donner des objectifs de bien-être au travail, de développement des potentialités des personnes afin de mettre **l'émancipation humaine** au cœur de l'entreprise.

De la même manière en ce qui concerne les avancées techniques et scientifiques, il faut lever les freins qui pèsent sur leur développement. Freins financiers d'abord, avec les fermetures de laboratoires et les coupes budgétaires dans la recherche privée



comme dans les organismes publics de recherche... Freins juridiques aussi, avec le système des brevets qui bloque la coopération entre chercheurs et la diffusion de leurs travaux. Freins idéologiques enfin, qui pour des postulats libéraux, sexistes... empêchent dans de nombreux domaines les chercheurs de progresser.

De manière générale il est impératif de réinvestir massivement dans la recherche scientifique, **notamment pour définir de grandes priorités nationales, mobilisant la coopération des laboratoires à l'échelle du territoire national et répondant aux grands besoins sociaux, sanitaires, industriels ou technologiques auxquels nous sommes confrontés. Les sommes colossales gaspillées en crédits fiscaux labellisés « recherche » doivent être réorientées dans cette perspective.** La recherche fondamentale doit être protégée et l'ensemble des champs de recherche doivent être explorés avec comme objectif l'excellence scientifique partout.

Afin de pourvoir tous les postes nécessaires, il faut aussi encourager les étudiants qui le souhaitent à poursuivre le plus loin possible leurs cursus et à s'engager dans les métiers de la recherche, car il ne faut se priver d'aucun talent. Le statut des jeunes chercheurs doit être requalifié avec un vrai contrat sécurisant ; et les plafonds de verre qui empêchent les femmes d'accéder à certains grades doivent être balayés.

Enfin, la recherche ne s'exerce pas pour elle-même et doit se mener en lien étroit avec le monde de la production. Le grade « ingénieur » (ou Master 2) permet déjà à des milliers d'étudiants de participer concrètement à la recherche, de faire grandir les connaissances ; mais ce sont aussi des millions de salariés qui chaque jour, réfléchissent concrètement aux moyens de faire avancer leur métier, leurs procédés. Les savoirs ne doivent donc pas être coupés des savoir-faire : on doit pouvoir associer chercheurs, ingénieurs, techniciens, ouvriers afin de réfléchir à la meilleure organisation du travail possible, aux besoins des travailleurs et aux moyens de les satisfaire. Il faut donc rompre avec les politiques actuelles d'inféodation de la recherche au capital afin de pouvoir la mettre en lien avec le monde du travail.

## De nouvelles coopérations internationales

Enfin, il faut bouleverser les rapports entre scientifiques et universitaires au niveau international, qui sont aujourd'hui basés sur des rapports de domination, **tout particulièrement, pour ce qui nous concerne, au travers des institutions de l'Union Européenne.** Ceux-ci nuisent au développement, au partage des connaissances et à l'émulation des chercheurs. Ainsi, le système absurde des brevets empêche la diffusion de connaissances, de procédés scientifiques ou de contenus culturels. Il est plus que temps d'en finir avec les brevets et d'inventer un système qui puisse rémunérer les chercheurs et les intellectuels tout en permettant la plus large diffusion de leurs travaux. Mais plus que de briser ces « droits de passage » moyenâgeux des connaissances, il faut encourager leur diffusion, et partout en France et dans le monde, faire reculer l'ignorance **au travers de nouvelles coopérations internationales.** Les plateformes d'échange d'articles comme Cairn, doivent être amplifiées. La gratuité des échanges d'ouvrages entre bibliothèques est également essentielle. **Ces brevets, du reste, sont bien souvent mis au service de partenariats sanglants, notamment auprès du complexe scientifico-militaire israélien. Les efforts scientifiques de notre pays et de tous les autres ne doivent pas être tournés vers le bombardement de Gaza, ou de quelque autre**



région du monde. Ce genre d'arrangements écrase les travaux de recherche bien plus qu'il ne les déploie.

D'autre part, entre pays riches et pays pauvres s'organise un pillage des cerveaux : selon l'ONU, les pays africains dépenseraient 4 milliards de dollars par an pour compenser le départ de leurs personnels qualifiés à l'étranger. Il faut donc plutôt réfléchir à de nouvelles coopérations internationales qui puissent servir au développement de tous. De ce point de vue, l'expérience ouverte par le Centre Européen pour la Recherche Nucléaire (CERN) est appelée à s'élargir, à se généraliser, à s'approfondir : la libre diffusion de ses travaux, le caractère de coopération internationale qu'il imprime aux recherches scientifiques, et le financement public de son activité lui permettent d'être l'un des premiers centres de recherche au monde. Le lancement de la sonde Philae a illustré plus récemment la force exceptionnelle que la coopération internationale peut conférer à la recherche scientifique.





UEC

[www.etudiants-communistes.org](http://www.etudiants-communistes.org)